



# JUSTICIA Asbl

Organisation congolaise de promotion et de défense des droits de l'homme et du droit international humanitaire, adresse :  
94 avenue Adoula coin des usines, Commune Lubumbashi, Haut Katanga /RDC, Tél : +243994075131, +243971654932,  
E-mail : [justicia.asbl@gmail.com](mailto:justicia.asbl@gmail.com), Site web : [www.justiciahumanrights.org](http://www.justiciahumanrights.org)

## **COMMUNIQUE DE PRESSE N°018/JUST/2023**

### **NON A L'INSTRUMENTALISATION DE LA JUSTICE ET DES SERVICES DE SECURITE POUR MUSELER LES OPPOSANTS POLITIQUES**

JUSTICIA Asbl, une organisation de promotion et de protection des droits humains et de développement basée en RDC, vient de prendre connaissance de la lettre émise le 18 juillet 2023 par l'ancien Conseiller spécial en matière de sécurité du chef de l'Etat, Felix Antoine TSHISEKEDI et adressée au Procureur Général près la Cour de Cassation portant sur les affaires judiciaires contre Monsieur Moise KATUMBI CHAPWE.

Dans cette lettre, en effet, le Conseiller spécial du Chef de l'Etat en matière de sécurité, Monsieur Jean Claude BUKASA, demis de ses fonctions il y a peu, demandait des informations sur le dossier d'une prétendue affaire de 400 mercenaires qui avait été classée sans suite pour inopportunité des poursuites en 2019.

JUSTICIA Asbl qui a toujours alerté sur les tentatives honteuses et malheureuses du pouvoir à museler l'opposition congolaise et toute voix discordante, s'inquiète de la résurgence des pratiques peu démocratiques visant à instrumentaliser les services de sécurité et la justice pour écarter des potentiels candidats à l'élection présidentielle en vue de favoriser l'unique candidature du Président sortant Félix Antoine TSHISEKEDI ou pour anéantir des partis de l'opposition.

Dans ce même ordre d'idées, d'autres opposants comme Messieurs Salomon Idi KALONDA, (conseiller spécial de Moise KATUMBI), Franck DIONGO (Président du parti politique MLP), Honorable Mike MUKEBAYI (Député provincial pour la ville de Kinshasa), Honorable Daniel SAFU (député national), MATATA PONYO (Président du parti politique LGD et candidat déclaré à la présidentielle) font fassent à des sérieuses tracasseries judiciaires, sans oublier l'assassinat de Cherubin OKENDE, porte-parole du parti politique ensemble pour le République dans un contexte marqué par l'oppression des opposants politiques.

L'attaque du cortège de l'honorable député national et candidat déclaré à la présidentielle Delly SESSANGA dans la ville de Kananga ainsi que les actes d'intolérance politique doivent être dénoncés avec la toute dernière énergie à 4 mois de la tenue des élections générales en RDC.

JUSTICIA Asbl dénonce une fois de plus ces plans visant à étouffer dans l'œuf la démocratie congolaise chèrement acquise au prix d'énormes sacrifices et ne soutiendrait pas que des services de l'Etat soient utilisés pour assouvir des appétits gloutons de certains acteurs politiques bien identifiés.

**Pour tout contact presse :**

- **Tel : +2439994075131**
- **E-mail : [justicia.asbl@gmail.com](mailto:justicia.asbl@gmail.com)**

Ces pratiques rétrogrades visent également à créditer la thèse selon laquelle le pouvoir utiliserait toutes les voies possibles pour organiser un nouveau hold-up électoral.

JUSTICIA Asbl conseille le Gouvernement de la République à ne pas se lancer sur cette voie aussi périlleuse qui risquerait de compromettre inutilement la paix aussi précaire qu'elle soit dans un pays post-conflit comme la RDC.

En sa qualité d'organisation citoyenne, JUSTICIA Asbl invite la population congolaise et ses partenaires à redoubler de vigilance pour faire échec à toute personne qui tente de prendre ou de se maintenir au pouvoir par des voies détournées et en violation de la constitution.

JUSTICIA Asbl rappelle au Procureur Général près la Cour de Cassation que dans une sortie médiatique datée du 10 Juillet 2023 sur la Radio-Télévision Nationale Congolaise, le Chef de l'Etat exprimait ses regrets sur le mauvais fonctionnement de la justice et qu'à ce titre, il ne devrait pas donner son quitus à cette démarche purement politicienne qui viendrait enlever une fois de plus à la justice le peu de crédit qui lui restait.

Elle invite également les partis politiques, la CENI et toutes les institutions de la République à ne pas faire rater au peuple son rêve de voir les élections se dérouler dans un climat apaisé, dans la tolérance et le respect du verdict des urnes.

Fait à Kinshasa, le 05 Aout 2023

JUSTICIA Asbl

**Pour tout contact presse :**

- **Tel : +2439994075131**
- **E-mail : [justicia.asbl@gmail.com](mailto:justicia.asbl@gmail.com)**